

N° 5221<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI****autorisant la participation de l'Etat à la transformation, la modernisation  
et l'extension de l'internat Sainte-Elisabeth à Troisvierges**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(10.2.2004)

Par dépêche du 10 octobre 2003, le Conseil d'Etat fut saisi par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, du projet de loi sous rubrique qui a été élaboré par la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Etaient joints au projet de loi proprement dit un exposé des motifs et commentaire des articles, complété par les plans d'architecte afférents ainsi qu'une convention entre l'Etat et la Congrégation des Sœurs de Ste-Elisabeth, conclue le 11 avril 2000 et amendée par un avenant signé entre les mêmes parties le 1er juillet 2002.

Comme les dispositions du présent projet de loi sont susceptibles de grever le budget de l'Etat, le Conseil d'Etat se doit de renvoyer à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat qui dispose que de tels projets doivent être accompagnés d'une fiche financière avisée par le ministre du Trésor et du Budget. Même si ce document fait défaut, le Conseil d'Etat estime que pour ses propres besoins d'appréciation les éléments financiers de l'exposé des motifs joint au projet de loi ainsi que de la convention précitée entre l'Etat et la congrégation s'avèrent suffisants.

\*

Le projet de transformation, de modernisation et d'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges est selon les auteurs du projet de loi destiné à permettre l'accueil de 62 pensionnaires en internat, dont deux handicapés en chaise roulante, et 60 enfants en semi-internat.

L'insertion architecturale dans l'environnement bâti de la localité de Troisvierges et l'aménagement technique du centre sont décrits en détail dans l'exposé des motifs et explicités par des plans d'architecte. Ainsi est-il prévu de réaménager pour les besoins de l'internat les blocs A et B de l'ensemble immobilier en place, le bloc qui n'est pas touché par le projet de rénovation restant réservé aux besoins propres de la congrégation. L'exposé des motifs met en exergue le souci des promoteurs du projet de réserver un soin particulier à la mise en conformité de l'internat avec les normes de construction les plus récentes en matière de sécurité et d'accès de personnes handicapées. Une attention particulière revient par ailleurs aux paramètres écologiques tant pour ce qui est de l'élimination des déchets que du niveau énergétique.

La maîtrise de l'ouvrage sera assumée par la Congrégation des Sœurs de Ste-Elisabeth.

Le coût intégral du projet a été évalué au moment de la signature de l'avenant du 1er juillet 2002 à la convention du 11 avril 2000 à 9.338.000 euros à la valeur 552,23 de l'indice des prix de la construction. Quant au financement, la convention amendée prévoit que l'Etat participera à raison de 80% aux travaux de transformation, de modernisation et d'extension proprement dits de l'internat (coût des travaux: 7.820.000 euros aux conditions de 2001) et à raison de 100% au premier équipement (coût de l'équipement: 1.518.000 euros aux conditions de 2001). La part du coût total du projet que l'Etat est censé assumer sera dès lors de 7.774.000 euros dont 6.256.000 euros correspondant à la participation de 80% aux travaux de transformation, de modernisation et d'extension et 1.518.000 euros au titre de la prise en charge du premier équipement de l'internat rénové.

Comme la participation de l'Etat au projet de transformation, de modernisation et d'extension, y compris les frais de premier équipement, de l'internat Sainte-Elisabeth à Troisvierges dépasse le seuil de 7,5 millions d'euros, l'autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 précitée portant exécution de l'article 99 de la Constitution.

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant de la participation de l'Etat prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification du texte à intervenir à cet égard.

Par ailleurs, il convient de noter que les taux de participation de l'Etat au projet sont inspirés par les principes de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. A cet égard, le projet de loi sous examen ne donne pas lieu à observation.

Dans le cadre de l'examen de projets de loi antérieurs destinés à autoriser la participation de l'Etat au financement d'infrastructures d'accueil analogues, le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de souligner l'intérêt de la formule retenue qui consiste pour l'Etat à laisser à un tiers la maîtrise de l'ouvrage des projets à réaliser tout en participant au financement de ceux-ci suivant les principes de la loi précitée du 8 septembre 1998. Toutefois, il doit dans le même ordre d'idées insister une nouvelle fois sur l'obligation du Gouvernement de requérir l'approbation du législateur pour les engagements financiers pris vis-à-vis du maître de l'ouvrage dans un délai raisonnable après la signature de la convention. Dans le dossier sous examen, plus d'un an s'est écoulé entre la signature du dernier amendement de la convention et le dépôt du projet de loi à la Chambre des députés.

Enfin, dans la mesure où le projet ne pourrait pas être réalisé dans le délai prévu par l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, il y aurait lieu de prévoir dans le projet de loi sous examen une dérogation à cette exigence légale.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

### *Article 1er*

En mentionnant un taux de participation de l'Etat de 80% au financement du projet, le libellé de l'article 1er s'écarte des explications de l'exposé des motifs et des stipulations de la convention amendée du 11 avril 2000 entre l'Etat et la Congrégation des Sœurs de Ste-Elisabeth. En effet, le taux de participation à 80% vaut uniquement pour les travaux de transformation, de modernisation et d'extension de l'internat, tandis que le premier équipement de l'internat rénové sera intégralement pris en charge par l'Etat. En vue de tenir compte de cette situation, il convient d'omettre la deuxième phrase de l'article 1er („le taux de participation ne peut pas dépasser quatre-vingts pour cent du coût total des travaux“).

### *Article 2*

Hormis l'observation concernant le remplacement de la référence à l'indice des prix de la construction par la dernière valeur connue au moment de l'approbation du législateur et l'adaptation concomitante du montant de la participation étatique, cet article ne donne pas lieu à observation.

### *Article 3*

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 février 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES